

Pour un mode de développement social, durable et citoyen

Le monde est plongé dans une crise profonde qui touche l'ensemble des dimensions de la vie en société.

On n'en sortira pas comme d'une simple parenthèse après laquelle tout pourrait redevenir comme avant ou presque - contrairement à ce que prétend le courant néo-libéral qui veut ancrer l'idée que nous abordons d'ores et déjà les rivages de l'après- crise .

On ne trouvera pas non plus sa solution en bornant les ambitions à une plus forte régulation de la sphère financière, même si cette régulation est évidemment nécessaire.

La crise que nous vivons est beaucoup plus profonde et son issue véritable est beaucoup plus exigeante. **Nous vivons la crise d'un mode de production ; la crise structurelle du capitalisme dans sa phase libérale et financiarisée. C'est une crise qui se manifeste dans toutes les dimensions de la vie : du social à l'écologique.**

Sortir de cette crise sur la base d'un progrès humain et non d'une catastrophe sociale voire militaire nécessite une bataille politique qui doit être conduite dans chaque pays, comme à l'échelle mondiale et dans chaque zone régionale du monde.
Pour être gagnée, cette bataille doit partir des réalités.

Cela nous impose de revenir sur les mécanismes les plus fondamentaux du capitalisme contemporain pour **déterminer les voies de son dépassement et construire un nouveau mode de développement**

A/ Les impasses du capitalisme

A la racine de la crise, nous constatons le télescopage destructeur entre d'une part des rapports de production fondés sur le mouvement de valorisation déchainée du capital et d'autre part les intérêts de la grande masse des peuples, du monde du travail, des couches populaires mais aussi de la sauvegarde des générations futures et de la gestion long terme de la planète.

Rappelons, à grand trait comment se traduit ce télescopage :

C'est la domination en tous domaines de la recherche du profit maximum dans le temps le plus court –le fameux “retour sur capitaux propres” qui mesure le rapport entre le résultat net pour les actionnaires et les capitaux propres investis.

Les conséquences sont connues et vécues par le plus grand nombre :

- Exploitation et surexploitation du travail humain : pression constante (dans les entreprises comme au niveau des Etats ou de l'Europe) pour tirer drastiquement vers le bas les garanties sociales et les salaires, les systèmes de protection sociale, pour

précariser afin de disposer d'une main d'œuvre « flexible » à moindre coût, pour supprimer les emplois afin de mieux rentabiliser le capital, et avec la révolution informationnelle et le type de mondialisation qu'elle permet de mettre en concurrence les forces de travail à travers la planète pour pratiquer un dumping social, fiscal, réglementaire ou environnemental généralisé au nom du libre échange.

C'est là que réside la cause du « déplacement du curseur de la répartition de la valeur ajoutée ». C'est dans les gestions à tous les niveaux et pas seulement « ex post » dans les politiques macroéconomique comme c'est trop souvent dit de manière très superficielle.

Seules les luttes sociales et politiques « de masse » sont de nature à contre carrer cette tendance lourde.

- La captation de richesse induite par cette surexploitation s'est traduit par une suraccumulation de capital et par un détournement structurel des financements vers la seule formation du profit. L'argent joue de moins en moins son rôle de carburant des échanges et de l'investissement pour la production et les services. Il est au contraire drainé de plus en plus vers une ingénierie financière où l'on prétend fallacieusement qu'il est possible de faire de l'argent avec de l'argent uniquement. C'est en fait une manière de camoufler la véritable source du profit qui est la surexploitation des travailleurs. Quand les uns gagnent des sommes himalayennes c'est toujours au détriment d'une masse considérable de personne parfois de l'autre côté du globe.

C'est ainsi que se sont développés au cours des trente dernières années (fin des années 70- début 80) les mécanismes d'une financiarisation de l'économie au niveau mondial. C'est ainsi qu'a prospéré une sphère financière dont le développement est devenu de plus en plus parasitaire. D'où les bulles spéculatives qui ont éclaté régulièrement ; d'où la prolifération de produits financiers sophistiqués (dérivés, produits adossés etc.) de plus en plus éloignés de l'économie réelle et de plus en plus dangereux (toxiques), d'où l'offensive de dérégulation généralisée pour permettre aux capitaux de circuler librement sur toute la planète à la vitesse des réseaux informatiques. D'où les événements déclencheurs de 2007 et 2008 qui ont conduit à la crise globale que nous connaissons aujourd'hui.

- La suraccumulation de capital a induit une volonté des grands groupes de trouver de nouveaux terrains de valorisation du capital financier dans les services publics. C'est ce qui explique l'offensive de démantèlement et de mise en concurrence que ces derniers ont subi à travers le monde. Cette offensive a été appuyée par un arsenal institutionnel et idéologique : des plans structurels du FMI dans les pays en développement et les pays de l'Est jusqu'aux tentatives de l'OMC avec l'AGCS en passant par la multiplication des directives européennes et la volonté des dirigeants de l'Union de consacrer le libéralisme dans les traités (TCE rejeté, Traité de Lisbonne etc.). D'où, sur un autre plan, la dictature des dogmes de l'économie libérale.
-
- Les mécanismes de valorisation du capital poussent à leur paroxysme les tendances au productivisme. Afin de ne pas entretenir de confusion conduisant à opposer les notions de productivisme et de production utile il faut rappeler la définition du productivisme.

Le productivisme est « un système d'organisation de la vie économique dans lequel la production est donnée comme objectif premier ». Ce système implique le sacrifice de toute autre considération pour maximiser la production. Dans la mesure où le productivisme privilégie les quantités de biens produites sur la qualité, sa tendance lourde est de conduire à un gaspillage et à un épuisement des ressources naturelles mettant ainsi en cause l'avenir de la planète et de l'humanité.

La prise de conscience parmi les peuples de la menace écologique, du réchauffement climatique, la mobilisation y compris sur le terrain de la consommation et les luttes politiques afférentes à ces problèmes sont les principaux moyens pour contre carrer cette tendance.

Mais les orientations induites par la domination du capital ne se traduisent pas seulement sur les terrains économique et social.

- La tendance aux restrictions des libertés (attaques contre le droit de grève, répression antisyndicale, attaques contre le droit de manifester, atteintes aux droits des étrangers et à leur dignité, contrôle des médias, réformes institutionnelles visant à limiter les possibilités de choix politiques et à borner la démocratie etc.) participent de cette logique même lorsqu'elles se cachent derrière des grands discours exaltant la démocratie, même lorsqu'elles s'accompagnent d'une offensive idéologique et politique visant à intégrer les forces sociales ou les forces progressistes. Ce n'est pas vrai qu'en France, c'est une tendance qui se retrouve dans de nombreux pays en Europe, dans la logique de la construction européenne actuelle, dans de nombreux pays du monde lorsque les partisans du développement de la démocratie ne parviennent pas à inverser ce processus.
- Il en va de même du bellicisme et de la militarisation. Nicolas Sarkozy vient de décider d'intégrer la France dans le commandement de l'OTAN et soutient la politique militariste des Etats-Unis en envoyant des troupes en Afghanistan. L'Union Européenne a aussi renforcé sa subordination à l'OTAN

B/ L'exigence du Nouveau Mode de Développement

Cette analyse résumée débouche sur un certain nombre d'exigences qui induisent autant d'objectifs transformateurs.

1/ Une exigence sociale

Face à l'exploitation des travailleurs, l'impératif d'objectifs sociaux ambitieux pour répondre aux besoins est au cœur de la logique nouvelle car

Répondre aux besoins sociaux c'est soutenir l'activité économique et l'emploi . L'économique et le social sont étroitement imbriqués et doivent

progresser de concert si l'on veut s'engager dans des cercles vertueux de progrès ; c'est exactement l'inverse de la logique actuelle. Cette idée est l'un des piliers du nouveau mode de développement nécessaire.

Derrière cette affirmation nous retrouvons les questions

Des salaires et retraites, de la protection sociale, de l'emploi et de sa sécurisation en lien avec un développement extrêmement fort de la formation

De l'Investissement massif dans le logement social, les transports, la recherche, l'éducation, la santé, l'environnement...

Face à la mise en concurrence des services publics pour le profit des grands groupes l'impératif est au développement massif des SP, à leur démocratisation, à l'annulation des opérations de privatisation

.Contrairement à la logique des directives qui sévissent depuis 20 ans, L'Europe doit leur permettre de se développer pour répondre à l'intérêt général en dehors de la logique marchande à l'échelle locale, nationale et européenne.

2/ Une exigence économique, notamment en ce qui concerne l'utilisation de l'argent

Face à la financiarisation généralisée, l'impératif est à une maîtrise sociale des financements (France, Europe, monde)

a) Réorienter les financements, mobiliser de nouveaux moyens financiers,

C'est ce que nous visons lorsque nous parlons de

*Réorienter ces moyens vers des **Fonds Régionaux** pour développer l'activité en créant des emplois Avec le pôle public financier ces fonds régionaux pourraient être la base d'une politique industrielle renouvelée (industrie, recherche, services) de nature à sauvegarder l'avenir de notre appareil productif.*

Supprimer les cadeaux fiscaux et les exonérations de charges qui alimentent les opérations financières et plombent les comptes publics (56 mds € dont 27)

Créer un **pôle financier public et social** au service d'une nouvelle politique du crédit favorisant l'emploi et s'opposant à la spéculation.

S'appuyant sur la CDC, la banque postale, certaines grandes banques mutualistes, les caisses d'épargne etc Il serait chargé de développer un nouveau mécanisme de crédit

- *Pour les investissements matériels et de recherche des entreprises ,*
- *Avec un taux d'intérêt qui pourrait être très abaissé jusqu'à devenir nul, voire négatif (diminution des remboursements),*
- *Il serait d'autant plus abaissé pour l'entreprise emprunteuse que son investissement programmerait, de façon contrôlable, plus d'emplois durables, de qualité, bien rémunérés et plus de formations efficaces.*

(Aujourd'hui les **nationalisations reviennent dans l'actualité** mais pour prendre en charge les pertes des financiers. Elles peuvent intervenir dans une autre optique : celle **d'assurer la maîtrise sociale des ressources financières et d'être l'ossature des pôles publics devant exister dans les secteurs stratégiques**)

Promulguer des **règles permettant à l'économie sociale**, dont nous parlerons dans quelques instants, **d'exprimer pleinement ses spécificités et son apport original.**

Créer des outils publics et sociaux de nature à **réorienter les fonds d'investissements collectifs.** (fonds d'intérêts collectifs agréés)

3/Une exigence écologique

Face au pillage et au gaspillage des ressources naturelles, à la mise en danger de la planète, nous devons affirmer avec force l'impératif d'une politique écologique au service du progrès humain. Mentionnons ici quelques uns **des défis les plus graves et les plus urgents à relever si l'on veut garantir un avenir acceptable pour l'humanité** : le couple devenu indissociable crise énergétique-lutte contre le réchauffement climatique ; la gestion économe des ressources naturelles autres que les matières premières énergétiques (eau, matériaux divers, minerais, matières premières renouvelables) et la mutation dans les caractéristiques des produits marchands et des systèmes productifs qu'elle implique ; La préservation et la reconquête, au moins partielle, de la biodiversité.

Un certain nombre de ces questions ont fait l'objet des travaux du Grenelle de l'Environnement dont les conclusions certes intéressantes n'ont, pour l'essentiel, pas été mises en œuvre faute de moyens donc de volonté politique.

La conférence de Copenhague

4/ Une exigence démocratique

Face à la concentration des pouvoirs et à l'autoritarisme montant, l'impératif de **nouveaux pouvoirs d'intervention pour les salariés, d'une avancée audacieuse dans l'appropriation sociale des entreprises et de l'économie, d'un nouvel âge de la démocratie pour les peuples**

Droits nouveaux pour les salariés et les comités d'entreprises afin qu'ils puissent intervenir sur la définition des choix de gestion et des stratégies des entreprises et des banques

Création de commissions de contrôle de l'utilisation des fonds publics attribués aux entreprises

Gestion démocratique des Fonds Régionaux pour l'Emploi avec les représentants des salariés et les élus des territoire

Réforme profonde des institutions en France et en Europe pour les démocratiser.

5/ Une exigence de coopération internationale

Face à la mondialisation sous domination financière, où règne la loi du plus fort, il faut marquer l'exigence de règles mondiales, nationales et zonales organisant une coopération de progrès entre les peuples.

Se battre pour réformer l'organisation mondiale du commerce et remettre en cause l'hégémonie du Dollar en ouvrant le débat sur la nécessité d'une monnaie commune mondiale pour les échanges internationaux sont des éléments clés de cette démarche.

- **Il en va de même s'agissant d'une nouvelle conception de l'aide internationale publique au développement des PED : Les « Contrats de développement »**

Il s'agit de « réinternationaliser » les aides publiques au développement des PED sur la base d'un partenariat entre chaque pays concerné et une coordination des institutions internationales spécialisées concernées par les différents aspects du développement (PNUD, ONUDI, OMS, UNESCO, FAO, Banque mondiale à la mission redéfinie) sous la houlette d'un secrétariat général adjoint de L'ONU spécialisé dans cette tâche. Ce partenariat se concrétiserait par un « Contrat de développement » passé entre cette coordination et le pays concerné. Le contenu de ce contrat porterait sur la réalisation d'un plan de développement à long terme établi par ce pays avec l'assistance des institutions internationales et comprenant notamment des objectifs en matière

-d'éducation- - de grandes infrastructures (santé, équipements urbains, logements sociaux à eau, énergie « propre », telecoms, transports, etc.).

-d'activités productives (agricoles, industrielles, de services,) pour subvenir aux besoins des populations

- Les moyens de financement, devraient mixer les ressources du pays lui-même et les fonds d'aide au développement via une série différenciée de canaux (APD portée effectivement à 0,7 % du PIB, taxe sur les flux financiers, annulation de dettes, réduction des budgets d'armement, taxe internationale sur les énergies fossiles finançant des systèmes énergétiques « décarbonés » (voir plus loin)).

- La réussite de ces plans de développement des PED impliquera également la mise en oeuvre de systèmes de régulation des échanges internationaux à finalité emploi (% du marché national du PED réservé aux productions nationales. Clauses sociales et environnementales dans les échanges.

C'est une réponse efficace et coopérative tant au libre échange tueur d'emploi et générateur de délocalisations qu'au protectionnisme porteur de conflits.

Au plan Européen

Il faut souligner l'importance de créer un front des pays partenaires et des forces sociales pour la réorientation de la BCE et la remise en cause du Pacte de stabilité. Ces derniers ont contribué à la crise et l'aggravent aujourd'hui.

Dans le même cadre, il est important de se battre pour des politiques d'harmonisation sociale vers le haut en rupture avec les ravages de la « concurrence libre et non faussée » ; intégrer dans les échanges internationaux des clauses sociales entravant les pratiques de dumping social fiscal et environnemental.

Comme on le voit : lorsque nous parlons de nouveau mode de développement, nous le faisons dans **une conception qui agrège un ensemble de dimensions (objectifs sociaux au sens large, moyens financiers et pouvoirs aux différents niveaux, préoccupation écologique**

du long terme et des générations futures) qu'il ne faut surtout pas isoler ou opposer les unes aux autres. C'est l'originalité de la conception communiste du développement.

L'humain est au centre et plus précisément **l'épanouissement humain** dans une vision **responsable** en regard de la gestion des ressources et de l'avenir de la planète. La notion de **maîtrise sociale** des décisions les plus structurantes est le moteur de la dynamique nouvelle que nous voulons enclencher..

C) Débats relatifs aux aspects les plus généraux de la « durabilité »

1. A propos développement durable

La notion de développement durable suffit telle à rendre compte d'une approche aussi ambitieuse ?

La définition la plus largement admise du concept de développement durable est celle qui, sous l'impulsion de Gro Harlem Brundtland, a été adoptée, en 1987, par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED). Il s'agit d' « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

La définition de ce concept a été concrétisée lors du « Sommet de la Terre », deuxième conférence des Nations sur l'environnement et le développement organisée à Rio en 1992. Cette Conférence a lancé l'« Agenda 21 », programme d'action internationale fixant des objectifs en matière d'environnement et de développement.

Ces objectifs visaient à conjuguer les exigences sociales, économiques et environnementales.

L'intérêt principal de ce concept est d'avoir facilité la prise de conscience des dégâts qu'engendre la logique productiviste. Il a permis, et c'est important, de mieux faire prendre en compte la dimension écologique dans la réflexion et l'action et a élevé le niveau des exigences à manifester en direction des décideurs qu'ils soient politiques ou économiques.

Néanmoins, comment ne pas souligner à quel point le **flou de la définition initiale** du concept de développement durable, **mais surtout de sa mise en œuvre effective**, l'a cantonné dans une **ambiguïté** telle qu'il peut servir de ligne directrice à des discours ou des projets recouvrant des **contenus absolument opposés.**

Toutes les grandes entreprises, ce sont dotées d'une direction, d'un département ou d'une mission du développement durable. Elles en ont fait un concept « light », un instrument de marketing et de bonne conscience, qui ne dérange en rien les stratégies à dominante financière qu'elles poursuivent dans le même temps. Cela ne les empêche nullement de licencier, de restructurer, de pratiquer la mise en concurrence des personnes et des territoires et dans un certain nombre de cas d'exporter dans les pays du tiers monde les activités polluantes qu'elles savent désormais difficile de réaliser dans les pays développés.

Dans ce cas, le développement durable est strictement limité à des mesures de protection de l'environnement. : rejets d'effluents, recyclage des matériaux, économie d'énergie Certes ce n'est pas négligeable. Mais, d'une part on reste loin du compte dès lors que ces politiques environnementales risquent de porter atteinte au sacro saint profit (cf bataille contre Reach). Par ailleurs, l'ensemble des

dimensions économiques, sociales, territoriales de ce que doit être la notion de développement durable dans son acception complète n'est pas traité.

D'où le nécessaire débat de contenu.

Dans son approche « light », ce concept ne dérange pas les néolibéraux qui ont déjà réussi à se le réapproprier. Ils voient dans le développement durable une nouvelle manière de réaliser du profit et d'obtenir des parts de marché.

C'est pourquoi il me semble plus clair de préciser la nature et l'objectif du mode de développement alternatif nécessaire pour sortir de la crise. **Le nouveau mode de développement nécessaire doit être tout à la fois « social durable et citoyen ». J'ajouterai qu'au plan mondial, il doit être coopératif pour résoudre les grands problèmes auxquels est confrontée l'ensemble de l'humanité.**

C'est une manière de lier la notion de développement à celle de progrès humain, qui inclut le progrès social mais le pousse encore plus loin ; ou à celle d'émancipation humaine qui correspond aux ambitions qui doivent marquer le projet transformateur.

2. → Développement et croissance

Il n'y a pas d'identité entre les concepts de développement et de croissance. La croissance est certes un des éléments du développement, mais elle ne peut en être une condition suffisante. **Le développement, renvoie à la capacité de répondre de mieux en mieux aux besoins sociaux, aux besoins des personnes, à l'harmonie des territoires, à l'avenir de la planète.** Nous savons en revanche que la croissance peut exister sans prendre en compte ces dimensions essentielles. Un mode de croissance porteur d'inégalités sociales, d'explosion de la précarité, d'exclusion de millions de gens, nous en avons l'expérience. Le saccage de l'environnement, la désertification des territoires, nous en avons également l'expérience. Il n'y a pas de croissance en soi, elle peut être militarisée (exemple de l'augmentation massive des dépenses militaires aux EU après 2001 qui a soutenu l'économie dans le contexte de l'éclatement de la bulle Internet) ; elle peut être financiarisée (exemple des taux de progression du PIB luxembourgeois, l'un des paradis financiers de l'Europe... exemple plus vaste encore de la crise financière actuelle).

En même temps, la satisfaction des besoins - qui rappelons le ne recouvrent pas seulement des biens matériels, mais concernent également les services, et intègrent des dimensions telle que l'accès à la culture, à l'éducation, à la santé- ... suppose de la création de richesse pour financer les budgets sociaux, les services publics, les infrastructures et investissements collectifs. Cela implique donc de la croissance. **Mais il s'agit d'une autre croissance que celle productiviste et financiarisée que nous impose le capitalisme aujourd'hui.** ; une croissance qui doit être refondée dans une perspective de dépassement du capitalisme.

La satisfaction des besoins sociaux ne peut exister sans production. Mais, il s'agit de produire autrement à partir d'une conception de l'efficacité intégrant le respect de l'environnement, des territoires, des générations futures, des salariés et des consommateurs du « Nord » comme du « Sud ». **Ce qui est en cause c'est la promotion d'un nouveau modèle productif.**

Les critiques d'une croissance irresponsable sont donc évidemment justifiées: elle fait courir des risques énormes à l'humanité, tout en contribuant à aggraver l'exploitation des salariés.

3. Mais, en remettant en cause la croissance en soi et non son contenu, on se trompe de combat.

Les partisans de la décroissance les plus « extrêmes » mettent en cause les notions même de développement et de croissance, tout comme l'idée de progrès. Ils considèrent, par exemple, le concept de « développement durable » comme un « oxymore », c'est-à-dire composé de deux mots désignant des réalités inconciliables.

D'autres ont des conceptions moins tranchées et utilisent la notion de « décroissance » dans un sens plus symbolique. Elle a alors pour objectif de contribuer à la transformation des imaginaires qui accordent une place trop importante à la croissance perpétuelle.

Ils estiment également que toute transformation sociale passe par la décroissance généralisée. Certes, pour reprendre une image utilisée par de très nombreux auteurs, si tous les habitants de la terre consommaient comme les occidentaux aujourd'hui, il faudrait plusieurs planètes (4,5) pour satisfaire tous ces besoins. Mais c'est justement ce mode de développement et donc de croissance qu'il faut radicalement remettre en cause.

Car la décroissance (qui désigne la diminution effective de la production), ou la croissance zéro au sens strict ne sont pas des solutions pour construire une société porteuse de transformation sociale. L'histoire de l'humanité- et la période actuelle le confirme encore, prouve que les périodes de récession voire de stagnation ont toujours été catastrophiques pour les couches populaires, pour les plus modestes et pour les plus fragiles. (chômage, baisse des salaires, montée de la misère, explosion des systèmes de protection sociale etc.)

Par ailleurs, la thématique de la décroissance conduit à s'interroger sur les différences qui existent en fonction du niveau de développement des différents pays, ainsi que sur les inégalités sociales dans chacun des pays, y compris les pays développés. En effet, on ne peut aborder la décroissance globalement. Une grande majorité de la population mondiale n'a pas accès à un grand nombre de biens et de services de bases. Les grandes disparités qui existent imposent de ne pas avoir une vision globale et uniforme des solutions à mettre en œuvre.

Ce que je viens d'indiquer veut-il dire que, dans le cadre d'une croissance saine, tous les domaines d'activités devraient connaître une progression quantitative ? Bien sûr que non. Il est évidemment absurde que pour des raisons de rentabilité maximale des composants de tels ou tels produits traversent des continents ou des océans pour être ensuite ré-acheminés sous forme de produits finis. (ex célèbres : des crevettes pêchées au Danemark et décortiquées au Maroc (pour cause de bas salaires), des pommes de terre hollandaises transportées en Italie à seule fin d'être lavées et épluchées) On le paie cher en combustibles fossiles et en émissions de CO2 D'où les réflexions sur la **nécessaire augmentation du prix des transports et sur les relocalisations de production**. Vendre des produits conçus de telle manière que leur **réparation** soit plus chère que leur remplacement structure une économie du gâchis de matière. Concevoir les **normes techniques** de telle sorte que les appareils soient structurellement incompatibles entre eux ou qu'ils deviennent obsolètes en un temps très court. Tout cela interroge très directement **l'organisation même du système productif** et c'est avec cette dimension que nous devons aborder les problèmes, bien au-delà des campagnes de culpabilisation individuelles des populations. Autre aspect, situé au cœur de la grande question politique que constitue l'ordre mondial actuel : il est dangereux pour le monde que l'économie des plus grands pays développés repose, pour une part désormais très significative, sur les **industries d'armement**.

Ainsi, une « décroissance » des productions dévastatrices socialement ou écologiquement est nécessaire. Parallèlement promouvoir des activités socialement utiles et respectueuses de

l'environnement est impératif. Déterminer ce qui relève de l'une ou de l'autre catégorie implique un véritable débat démocratique. **C'est l'une des dimensions de la maîtrise sociale des stratégies économiques qui est au cœur de notre projet.**

L'exemple de l'énergie peut illustrer ce propos. Nous savons que la réponse aux besoins dans le monde signifie une demande énergétique accrue. Il est donc tout à fait essentiel de la satisfaire par des productions ne générant pas d'émissions de CO2 (énergies renouvelables et nucléaire -j'y reviendrai). Dans le même temps, il faut développer les technologies nécessaires, tout comme des modes de consommations différents (à l'opposé de ceux qu'induit le matraquage publicitaire) afin de promouvoir un modèle économique et social économe en énergie ; une meilleure efficacité énergétique.

De même, la révolution informationnelle comme la montée des besoins en matière de services au développement des personnes sont de nature, à transformer le contenu de la croissance si on déploie leur dynamique. Comment ne pas noter également que l'essor des industries et de la recherche écologiques est un élément constitutif d'une croissance renouvelée (bâtiment, énergie, matériaux, recyclage des déchets, agroalimentaire etc.)

Plus globalement, **il est indispensable de réhabiliter, tout en la réactualisant l'idée de politique industrielle au sens large du terme.**

Celle-ci doit avoir pour objectifs de créer les conditions pour mobiliser le potentiel productif du pays (mais cela devrait également progresser au plan européen) au service

- de la réponse aux besoins de la société et des individus
- de l'emploi, de la qualification, du progrès social
- de la promotion, des territoires, de la construction de leur avenir,
- de l'avenir de la planète et des générations futures

Puisque j'ai parlé de l'emploi, insistons sur le fait que les défis écologiques que nous avons mentionnés obligent à se poser la question de la mutation d'un certain nombre d'activités. (ex : technologies de motorisation automobile, pétrochimie etc.) Dans ce contexte les questions de la recherche prennent une importance déterminante ainsi que la mise en place d'un système de sécurisation des emplois et des revenus avec un effort systématisé et massif de formation pour déboucher sur de nouveaux emplois (SEF..)

Le potentiel productif ne comprend pas seulement les équipements de production mais également- et de plus en plus dans l'essor de la révolution informationnelle- les connaissances, les savoirs, les qualifications. Le potentiel de recherche est désormais une composante majeure du potentiel productif d'un pays.

Le potentiel productif n'est pas limité aux seules entreprises mais englobe également les infrastructures notamment les infrastructures publiques (réseaux de transports, accès à l'énergie, télécommunications, internet, réseaux multimédia, mais aussi structuration urbaine, infrastructures de santé, de formation etc.)

Il intègre aussi le vaste secteur des services. (il y aurait tout un développement à faire sur cette question..) ainsi que les services publics.

On peut raisonner de manière similaire **en ce qui concerne l'agriculture.**

Dans la conception qui domine l'OMC comme la construction européenne, l'agriculture est une marchandise comme une autre. Il faut donc "laisser faire le marché". Le résultat de cette orientation en Europe est que l'Union européenne est devenue déficitaire en céréales, en viande bovine et ovine, en fruits et légumes! La crise laitière actuelle montre aussi l'absurdité de cette approche.

A l'heure où une crise alimentaire sans précédent depuis 1974 ébranle l'humanité, il faut une relance générale de la production agricole mais dans le sens d'une agriculture paysanne et durable, développant l'emploi et la garantie de revenu des paysans, respectant la souveraineté alimentaire. Et s'inscrivant dans d'autres rapports économiques - de coopération sans domination - avec le reste du monde. C'est dans ce sens que nous concevons toute réforme de la PAC.

En résumé, le contenu de la croissance et sa maîtrise sociale sont les sujets sur lesquels nous devons particulièrement mettre l'accent face à la négation du progrès scientifique et technologique qui s'est développée depuis quelques années.

Nous ancrons notre démarche sur une idée clé : Une croissance « saine » doit être fondée sur la réponse aux besoins

Evidemment, fonder la croissance sur ces bases suppose au moins quatre conditions :

- un immense effort de formation (participant lui-même au cercle vertueux dont nous parlons).
- un immense effort de recherche et d'innovation technologique permettant une efficacité sociale accrue et plaçant le pays en capacité de générer des emplois nouveaux.
- un effort d'investissement massif tourné vers ces objectifs, ce qui est une démonstration supplémentaire que les dépenses sociales sont souvent des investissements sociaux.
- un essor démocratique permettant de définir les priorités, avec la participation des salariés et des citoyens.

4. Indicateurs économiques, critères de gestion

.Le développement, et la croissance, ne peuvent être réduits aux seules grandeurs mesurées par les **indicateurs économiques actuels**.

Nous le savons, et de nombreux travaux ont été publiés à ce propos, le PIB est un outil utile pour approcher quantitativement la croissance des différents pays, pour effectuer des comparaisons dans l'espace et dans le temps. Mais il ne prend pas en compte de nombreuses dimensions constitutives de la bonne ou de la mauvaise santé économique des nations ou des régions du monde.

Des travaux, tels ceux de Jean Gadrey ou de Patrick Viveret, montrent à quel point le PIB, dans sa définition actuelle, fait l'impasse sur les externalités négatives et sur des éléments de la création de richesse aujourd'hui non comptabilisés. Fondé sur la somme des valeurs ajoutées produites, il n'intègre pas les dégâts engendrés par l'activité humaine. Exemple célèbre : plus il y a d'accidents de voiture plus le PIB augmente (chiffre d'affaire des dépanneurs, des garagistes voire des pompes funèbres, achat de nouveaux véhicules etc.) alors que le développement du soutien scolaire ne fait pas évoluer les chiffres. Les dégradations environnementales sont hors champ tout comme l'augmentation du stress ou des maladies etc.

Des indicateurs permettant de mieux restituer la réalité dans cet ensemble de dimensions sont proposés : indicateurs de développement humain du PNUD, Bip 40 du réseau d'alerte sur les inégalités, l'indice de bien-être économique de Osberg et Sharpe, l'empreinte écologique « qui mesure, en hectares, la surface nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources naturelles et d'espace et à ses besoins d'absorption de déchets et d'émissions »¹ mais qui ne mesure que cela et exclut le social et ne peut devenir le seul indicateur comme le souhaiterait les écologistes.

¹ J. Gadrey, « Les nouveaux indicateurs face au PIB », *Alternatives Economiques* - n°270 - Juin 2008

Aucun de ces indicateurs n'est parfait. Néanmoins, ils ont l'immense mérite de mettre l'accent sur le caractère impératif d'une vision plus large de l'économie et du développement. De plus, leur combinaison commence à dresser un tableau parlant d'une nouvelle appréhension du réel. Nul doute qu'un travail d'intégration des différentes dimensions qu'ils mettent en exergue peut s'avérer prometteur.

De nouveaux indicateurs sont également indispensables concernant la gestion des entreprises. Ceux qui règnent aujourd'hui représentent les objectifs prioritaires des propriétaires du capital, synthétisés par le taux de profit. Ce dernier peut être présenté de plusieurs manières selon les règles comptables en vigueur : résultat brut d'exploitation ou Ebitda (*Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization*) dans les nouvelles normes anglo-saxonnes. Le taux de profit mesure ce que rapporte financièrement le capital investi, mais ne rend pas compte de l'efficacité productive, de la capacité de répondre à des besoins qui sont pourtant la vocation première de l'entreprise.

Il est dommageable que trop peu de travaux portent sur cette question pourtant déterminante. C'est le mérite de Paul Boccard d'avoir ouvert des pistes novatrices en ce domaine. Il a proposé de nouveaux indicateurs dans la perspective d'une efficacité nouvelle des entreprises, avec le souci de leur appropriation par les salariés, les pouvoirs publics et les élus des territoires, pour des mobilisations susceptibles de transformer les gestions.

Pour résumer très brièvement son propos, j'indiquerai qu'il s'agit d'accroître l'efficacité du capital financier et matériel non par rapport au profit à obtenir (comme c'est le cas aujourd'hui) mais par rapport à la création de richesse utile qu'il peut contribuer à générer pour la collectivité (clients, usagers, territoires etc.) et pour les salariés de l'entreprise (en englobant les relations avec les sous-traitants)

Cette approche touche à des questions essentielles. Elle permet, par exemple, de donner un contenu concret à la notion de responsabilité sociale de l'entreprise qui est aujourd'hui un slogan publicitaire qui dans nombre de cas devrait relever de la publicité mensongère

Dans ce cadre révolutionnant radicalement les objectifs et les gestions des entreprises et de l'économie,

5. l'économie sociale et solidaire est partie intégrante des voies alternatives porteuses de transformation sociale.

Elle constitue un ensemble vaste et diversifié qui rend peu pertinents les discours globalisants à son égard.

Elle regroupe trois grands secteurs :

- les mutuelles (de santé et prévoyance ou d'assurance),
- les coopératives dont les activités concernent un grand nombre de domaines de la production à la banque en passant par l'agriculture, le logement ou les transports etc.
- les associations, elles aussi très diverses : des associations sportives aux associations à caractère religieux, en passant par les associations culturelles, familiales, touristiques etc. Signalons également que les établissements et organismes de l'action sanitaire et sociale relèvent le plus souvent du statut associatif.

Rappelons ce qui devrait la distinguer de la sphère de l'économie traditionnelle ; celle des entreprises capitalistes :

- Le principe de gestion non lucrative : la gestion doit être efficace au service de l'objet social fondateur, mais l'objectif n'est pas le profit. La gestion doit être désintéressée.
- L'absence de toute distribution de dividendes. Les excédents de gestion doivent être réinvestis.
- Un fonctionnement démocratique qui peut prendre plusieurs formes (sociétaires, coopérateurs etc.)
- Une activité qui doit revêtir un caractère d'utilité sociale

L'économie sociale occupe d'ores et déjà une place significative dans la société (Elle représente 10 % du PIB en France, 12 % de l'emploi salarié, 60 % des dépôts bancaires relèvent des banques coopératives. Les mutuelles de santé couvrent 40 millions de personnes, les mutuelles d'assurance 18 millions.

Mais elle est le lieu d'une tension entre, d'une part, les finalités et les critères alternatifs dont je viens de parler et, d'autre part, la pression des marchés financiers qu'elle subit chaque jour. L'évolution du Crédit agricole et de la Caisse d'épargne est symptomatique. Le groupe fonctionne depuis des années sur la base des objectifs de rentabilité les plus traditionnels. Cela l'a conduit à s'engager- par le biais de sa filiale Natixis- dans la spéculation sur les subprimes avec les connaissances désastreuses que l'on connaît.

Pour que les structures de l'économie sociale puissent jouer structurellement et durablement tout leur rôle, des réformes profondes doivent être opérées. Elles impliquent des décisions législatives au plan national, comme au plan européen. Elles impliquent aussi une bataille démocratique et citoyenne.

Il s'agit notamment de reconnaître la nécessité de règles spécifiques à ce vaste secteur qui ne doit en aucun cas être comparé au nom des distorsions de concurrence au secteur capitaliste. Son rôle d'intérêt collectif justifie un traitement fiscal et économique particulier.

Abordons enfin quelques uns des grands défis écologiques planétaires

1) Crise pétrolière -lutte contre le réchauffement climatique

- a) si l'on veut limiter la hausse de la température moyenne planétaire à 2°C (limite de ce qui est encore "*gérable*"), les émissions de CO₂ au niveau mondial doivent être divisées par deux d'ici 2050, celles des pays développés par quatre (le fameux « facteur 4 ». Sinon, nous aurons droit à des augmentations de 4 à 6° aux conséquences économiques, sociales et politiques catastrophiques (montée du niveau des océans, , bouleversement des zones de culture, extension des désertifications populations qui deviennent ainsi réfugiées climatiques, risques de conflits aggravés etc.).

Tous les pays auront donc à prendre des engagements (à des niveaux divers, les PED par exemple devront être aidés à minimiser l'accroissement de leurs émissions). Les négociations pour un nouvel Accord de réduction des émissions (Kyoto II) s'ouvriront en 2009. Or, les résultats de Kyoto I, qui concernait essentiellement les pays développés, ont été extrêmement faibles. Les USA qui devaient réduire leurs émissions de 7 % (par rapport à 1990), n'ont finalement pas ratifié Kyoto I et fait +15 %, l'UE à 15 qui devait faire en moyenne - 8%, n'a jusqu'ici fait que - 2%, certains pays européens ont fait des contre performances spectaculaires : Espagne + 50 %, Portugal + 40 %, etc. L'Allemagne, l'Italie n'ont

pas rempli leurs objectifs, comme d'ailleurs la plupart des autres grands pays occidentaux Canada, Japon, Australie, etc. Mais la France (simple obligation de stabilité pour elle, du fait de l'avance prise grâce au nucléaire et à l'hydraulique), ou l'Angleterre les ont remplies.

Les systèmes de régulation néolibéraux mis en place pour les entreprises (marché des permis d'émission de CO₂), s'ils ont permis quelques belles spéculations, se sont révélés d'une inefficacité remarquable.

Or, la mutation énergétique à opérer obligatoirement pour atteindre ces objectifs sera de grande ampleur, qu'il s'agisse des transports, des habitations et bureaux, de l'industrie et nécessitera des investissements considérables. Par exemple, à l'heure actuelle, 88 % de l'énergie planétaire vient toujours des combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon).

La seule énergie fossile pour laquelle les choses sont en train de changer vraiment, c'est le pétrole, mais pour de toutes autres raisons. D'ici 2020, selon le dernier Rapport de l'AIE, la production des gisements de pétrole existants aura été divisée par deux. Le niveau actuel du prix du pétrole (entre 30 et 40 \$, du fait des spéculations à la baisse de la demande mondiale pour cause de crise économique profonde) ne va pas permettre d'effectuer en temps voulu les investissements indispensables pour maintenir la production mondiale au niveau de la demande. Si cette situation se prolonge, on risque de se trouver d'ici quelques années dans une situation de pénurie réelle avec ses corollaires, soit l'envol du prix à des niveaux jamais atteints et ses conséquences économiques, soit le rationnement. Mais comme les USA ont décidé eux, du moins sur le papier, de "*se débarrasser du pétrole*" pour des raisons de dépendance géostratégique qu'ils jugent insupportable, on remplira peut-être des obligations de recul d'une énergie fossile, mais en la remplaçant en majeure partie par d'autres énergies fossiles, charbon ou gaz

Il paraît de plus en plus aberrant d'abandonner la fixation du prix d'une grande matière première stratégique comme le pétrole à la seule spéculation. Par ailleurs, les quinze dernières années ont confirmé une incapacité globale du capitalisme néolibéral "mondialisé" à faire face à ces défis majeurs pour l'avenir de l'humanité. La question de "*son dépassement*" est devenue donc en fait une urgence politique en ces domaines comme dans celui de la crise économique générale. Mais il ne suffit pas de pousser des cris d'alarme, encore faut-il proposer des politiques alternatives. Rappelons celle du PCF :

- Création d'une Organisation internationale de l'énergie (OIE) regroupant tous les pays (ce que ne font ni l'OPEP, ni l'AIE), chargée de déterminer et de faire respecter des prix optimaux pour chaque grande matière première énergétique (pétrole, gaz, charbon), ainsi que l'évolution de leur niveau de production. (Critères : niveau des réserves, diminution émissions de CO₂)

-Création d'un Fonds international chargé d'aider les PED à se doter de systèmes énergétiques "propres" (sans CO₂) alimenté par une taxe internationale sur le pétrole, puis ensuite sur le gaz et le charbon, payée moitié par les pays producteurs, moitié par les pays développés.

- Rôle et pouvoirs accrus donnés à l'AIEA, étant donné la relance mondiale du nucléaire dont il est évidemment impératif de contrôler strictement la sûreté (conception des centrales, gestion de celles-ci, traitement des déchets). Pouvoir d'agrément pour le démarrage, pouvoir d'arrêt en cas de déficiences dans la sûreté. La grande compétence de cette Agence (récompensée par un Nobel) permet tout à fait de lui confier un tel rôle. Aucun pays ne devrait plus pouvoir échapper à son pouvoir de contrôle.

- Kyoto II (négociations commençant en 2009) devrait porter sur la période 2010-2030 avec des objectifs pour cette période de moitié de ceux de 2050. C'est indispensable si l'on veut atteindre ces objectifs de manière maîtrisable socialement.

Il faut en finir avec les mécanismes de marché néolibéraux inefficaces et sources de spéculations diverses. Des objectifs précis de réduction doivent être définis par branches d'activité, par entreprise, et respectés sous peine de sanctions financières. Ex. Dans tel délai, toutes les voitures neuves devront émettre moins deux grammes de CO₂. Ou on doit investir en coopérant internationalement dans les nouvelles propulsions (ex Pile à combustible) même chose pour les efforts de recherche sur la captation du CO₂ sur les systèmes énergétiques et dans l'industrie sans laquelle il sera difficile de réussir à l'échelle planétaire.

- Politique nationale à pratiquer

L'atout majeur que constitue une électricité très fortement décarbonée (nucléaire+hydraulique+autres renouvelables) permettra à notre pays de remplir des objectifs élevés de réduction des émissions de CO₂, mais sous condition de politiques fortes pour financer des mutations importantes dans les transports individuels, collectifs, dans les transports de marchandises, dans l'habitat individuel et collectif, dans l'industrie. Il s'agira d'une bataille politique de classe pour savoir qui va payer, bataille qui devra progressivement être pleinement intégrée dans notre action politique quotidienne. Il serait important que ces questions puissent être sérieusement abordées dans le Grenelle II qui doit s'ouvrir cette année.

Il est indispensable à ce stade du raisonnement **d'aborder de front la question du nucléaire** qui fait débat dans une partie de la gauche mais parfois aussi dans nos rangs.

1) Moins que jamais nous ne devons avoir le nucléaire honteux.

Si nous sommes favorables au nucléaire, ce n'est pas parce que nous ne voyons pas plus loin que la défense des intérêts (qualifiés de corporatistes...) des agents d'EDF.

C'est par choix raisonné.

J'ai indiqué à quel point le choix du nucléaire (que nous avons soutenu) a permis à la France d'être bien placée dans la mutation énergétique nécessaire.

Mais pour l'avenir, quand on met en regard

- Les besoins en énergie en France comme dans le monde.
- Les ressources et technologies effectivement mobilisables pour répondre vraiment à ces besoins (sans se raconter d'histoire...l'éolien est intermittent. Comme le photovoltaïque –qui est probablement plus prometteur- il est fortement consommateur d'espace)
- . Quand on intègre aussi à cette évaluation
- L'urgence et-la gravité des conséquences du réchauffement climatique (notamment émissions de CO₂)

Alors, le nucléaire doit faire partie du mix énergétique indispensable. (bouquet énergétique diversifié)

Nous nous félicitons de sa renaissance (avec l'EPR) car il contribue aux solutions pour la prochaine période (dans les 40 années qui viennent).Et les technologies nucléaires du futur (G4) sont de nature à diminuer drastiquement les déchets ultimes.

2) Gestion économe des ressources naturelles

La question est cruciale pour les ressources naturelles "*épuisables*".

Il est indispensable de procéder à un recensement exhaustif de ces ressources étant entendu que pour des matières premières comme les minerais, l'importance des réserves exploitables est liée au niveau des prix (possibilité ou non d'exploiter des gisements à teneur plus faible). Autre volet des études à mener, les quantités de ressources nouvelles nécessaires pour satisfaire les besoins humains essentiels, notamment dans les PED. Enfin, dernier volet, les possibilités de substitution ou de mutations technologiques relatives aux ressources les plus sensibles, de recyclage intégral, etc. Pour mener de telles études avec les garanties de scientificité et d'indépendance nécessaires, il faut **créer rapidement les institutions internationales nécessaires**. (Probablement une organisation internationale de l'Environnement)

3) Préservation de l'environnement

Même type de démarche pour tout ce qui concerne la préservation de l'environnement et de la biodiversité, voire de leur restauration quand c'est encore possible. (ex. faire cesser la destruction des zones humides, des forêts tropicales en décidant d'un nouvel équilibre entre leur reconstitution et les surfaces agricoles).

Comme vous l'avez compris notre conception du Développement Humain Durable constitue une démarche à cohérence forte, fondée sur la recherche constante du progrès humain dans ses multiples dimensions. S'inscrivant dans les différentes échelles territoriales du local au mondial en passant par la France et l'Europe ; ainsi que dans les différentes échelles temporelles de la réponse aux urgences sociales à la préoccupation responsable des générations futures et de l'avenir de la planète. Elle affirme clairement que l'activité économique et productive est au service de ces objectifs contrairement au capitalisme qui fait marcher l'humanité sur la tête. Elle place la démocratie d'intervention la plus audacieuse au cœur de tout ce processus.

Bref, elle structure l'ensemble de notre projet politique.